

Unité inter-départementale Haute-Garonne-Ariège
1 rue de la Cité-Administrative
Cité administrative, Bât. G
BP 80002 - Cedex 9
31074 Toulouse

Toulouse, le 04/05/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12/04/2022

Contexte et constats

Publié sur



GACHES CHIMIE SAS

8 rue Labouche
ZI de Thibaud
31000 TOULOUSE

Références : [2022/DRA/JLR/420](#)

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/04/2022 dans l'établissement GACHES CHIMIE SAS implanté 8 rue Labouche ZI de Thibaud 31000 TOULOUSE. L'inspection a été annoncée le 25/04/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GACHES CHIMIE SAS
- 8 rue Labouche ZI de Thibaud 31000 TOULOUSE
- Code AIOT dans GUN : 0006804618
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

L'entreprise GACHES CHIMIES Spécialités est spécialisée dans la distribution de produits chimiques de spécialités ainsi que dans les services associés (négoce de produits conditionnés...).

Son activité d'entreposage de produits conditionnés sur le site de la zone THIBAUD à Toulouse est répartie dans 6 domaines : les composites, les silicones, les matières plastiques en feuilles, les produits d'entretien textile/ pressings et des produits de traitement des eaux de piscines, la distribution de produits destinés à l'industrie aéronautique (peintures, colles, joints, mastics, ...).

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- compatibilité des stockages
- périmètres rubrique 1510 et textes liquides inflammables.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à monsieur le préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à monsieur le préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Incompatibilités	Arrêté Préfectoral du 22/10/2015, article 7.5.1	/	Sans objet

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Incompatibilités	Arrêté Préfectoral du 22/10/2015, article 8.1.2	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Incompatibilités	Arrêté Préfectoral du 22/10/2015, article 4.2	/	Sans objet
Incompatibilités	Arrêté Préfectoral du 22/10/2015, article 4.8.1	/	Sans objet
Incompatibilités	Arrêté Préfectoral du 22/10/2015, article 4.8.2	/	Sans objet
Incompatibilités	Arrêté Préfectoral du 22/10/2015, article 5.1.1	/	Sans objet
Incompatibilités	Arrêté Préfectoral du 22/10/2015, article 7.1.1	/	Sans objet
Incompatibilités	Arrêté Préfectoral du 22/10/2015, article 7.1.2	/	Sans objet
Incompatibilités	Arrêté Préfectoral du 22/10/2015, article 7.1.6	/	Sans objet
Incompatibilités	Arrêté Préfectoral du 22/10/2015, article 7.6.4	/	Sans objet
Incompatibilités	Arrêté Préfectoral du 22/10/2015, article 8.1.1	/	Sans objet
Incompatibilités	Arrêté Préfectoral du 22/10/2015, article 8.1.3	/	Sans objet
Incompatibilités	Arrêté Préfectoral du 22/10/2015, article 8.2.1	/	Sans objet
Incompatibilités	Arrêté Préfectoral du 22/10/2015, article 8.2.2	/	Sans objet
Incompatibilités	Arrêté Préfectoral du 22/10/2015, article 8.3.1	/	Sans objet
Incompatibilités	Arrêté Préfectoral du 22/10/2015, article 8.3.2	/	Sans objet
Incompatibilités	Arrêté Préfectoral du 22/10/2015, article 8.4	/	Sans objet
Incompatibilités	Arrêté Préfectoral du 22/10/2015, article 9.2.3	/	Sans objet
Etat des stocks	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47	/	Sans objet
Champ d'application LI	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 1	/	Sans objet
Champ d'application LI	Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article I.1	/	Sans objet

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
champ de la rubrique 1510	Code de l'environnement du 24/09/2020, article R.511-9	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les objectifs de l'inspection à savoir contrôler les modalités de stockage pour tenir compte des risques d'incompatibilité et examiner les réflexions de l'exploitant sur l'application des champs liquides inflammables et entrepôts couverts (rubrique 1510) ont permis de constater en résumé :

- une bonne connaissance de matières entreposés avec un rangement ordonné et globalement bien tenu ;
- le souhait et le suivi associé pour rester sous les seuils des champs d'application des textes réglementaires liquides inflammables et 1510.

Le contenu d'extractions de données et de plans, ainsi que la gestion de quelques rétentions peuvent être encore affinés.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Incompatibilités

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/10/2015, article 4.2
Thème(s) : Risques accidentels, Séparation des déchets
Prescription contrôlée : L'exploitant effectue à l'intérieur de son établissement la séparation des déchets (dangereux ou non) de façon à assurer leur orientation dans les filières autorisées adaptées à leur nature et à leur dangerosité. Les déchets dangereux sont définis par l'article R. 541-8 du code de l'environnement
Constats : La quantité de déchets présents sur le site le jour de l'inspection était de 12,81 t selon le listing informatique de l'exploitant. Les racks d'entreposage des déchets dangereux en extérieur sous abri comportaient de nombreux emplacements vides corroborant la quantité du listing au regard de la quantité maximale de 45 t fixée au titre de la rubrique 2718.
Observations : /
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Incompatibilités

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/10/2015, article 4.8.1
Thème(s) : Risques accidentels, Aire d'entreposage
Prescription contrôlée : Lorsque les déchets reçus présentent des incompatibilités chimiques, les aires mentionnées à l'alinéa précédent sont divisées en plusieurs zones matérialisées garantissant un éloignement des déchets incompatibles entre eux d'au moins 2 m. [...] Les contenants sont constitués de matériaux compatibles avec les déchets qu'ils contiennent et sont protégés contre les agressions mécaniques. Ils ne peuvent être entreposés sur plus de deux hauteurs. Tout contenant ou emballage endommagé ou percé est remplacé.
Constats : Les déchets dangereux sont bien séparés selon leur nature de risque au sein de la zone dédiée d'entreposage extérieure sous abri. Aucun emballage défectueux n'a été observé au sein de la zone de transit de déchets dangereux.
Observations : /
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Incompatibilités

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/10/2015, article 4.8.2
Thème(s) : Risques accidentels, Connaissance des déchets
Prescription contrôlée : Seuls les déchets conditionnés et étiquetés conformément aux réglementations en vigueur, accompagnés d'une fiche d'identification des déchets et d'un bordereau de suivi conforme à celui prévu par l'arrêté du 29 juillet 2005 modifié ou de l'arrêté du 7 septembre 1999 relatif au contrôle de l'élimination des déchets d'activité de soins à risques infectieux et assimilés susvisés, peuvent être reçus dans l'installation. La fiche d'identification mentionne notamment les propriétés de dangers et les mentions de dangers des substances et préparations dangereuses mentionnées à l'article R. 511-10 du code de l'environnement. Elle est établie par le producteur initial du déchet ou, pour les déchets des ménages, par l'exploitant de l'installation de collecte de ces déchets ou, à défaut, le collecteur ou, lorsqu'il existe, l'éco-organisme agréé en vertu de l'article L. 541-10 du code de l'environnement.
Constats : Les déchets reçus correspondent uniquement aux produits vendus. Ils arrivent conditionnés sur le site. Aucun regroupement (mélange) n'est effectué sur le site. Seule une massification en palette peut être réalisée afin d'optimiser le transport vers la filière de déchets. Les déchets sont recensés et suivis comme les produits au sein du site. Les risques associés correspondent aux fiches de données de sécurité. Les déchets présents dans la zone de transit des déchets dangereux sont conditionnés et étiquetés. Le contenu type de la fiche d'identification a été présenté, ainsi que des exemples pour des déchets reçus. Un tableau listant les articles et déchets, en date du 31/05/2021 sert d'aide à la décision pour gérer la compatibilité des entreposages. Les éventuelles conditions particulières d'entreposage découlent des fiches de données de sécurité. Néanmoins, le listing des déchets de l'année 2021 consulté a mis en évidence l'émission de bordereaux de suivi de déchet sans enregistrement de date de sortie. Ce constat concerne des déchets désignés selon le même intitulé Garosil P, pour des matières entrées les 01/02/2021, 10/05/2021 et 20/09/2021. Postérieurement à l'inspection, par message du 29/04/2022, l'exploitant a adressé à l'inspection les bordereaux de suivi de déchet justifiant l'élimination effective de ces déchets vers une installation de traitement dûment autorisée, respectivement le 29/06/2021 pour les 2 premiers et le 15/10/2021 pour le dernier.
Observations : /
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Incompatibilités

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/10/2015, article 5.1.1
Thème(s) : Risques accidentels, Identification des produits
Prescription contrôlée : L'inventaire et l'état des stocks des substances et mélanges susceptibles d'être présents dans l'établissement (nature, état physique, quantité, emplacement) est tenu à jour et à disposition de l'inspection des installations classées. L'exploitant veille notamment à disposer sur le site, et à tenir à disposition de l'inspection des installations classées, l'ensemble des documents nécessaires à l'identification des substances et des produits, et en particulier les fiches de sécurité à jour pour les substances chimiques et mélanges chimiques concernés présents sur le site.
Constats : Les états des matières stockées en date du 6/04/2022 (document préparatoire transmis préalablement à l'inspection) et au jour de l'inspection ont été présentés. Des tableaux avec des pictogrammes et les mentions de dangers permettent de visualiser les risques correspondants. Le détail par matière figure dans une base de données informatique. Un tableau d'emplacement des stockages a été présenté. Le détail du contenu de cet état des stocks est abordé de manière plus approfondie par la suite, sur la prescription contrôlée portant sur l'article 47 (nouvellement 50) de l'arrêté du 4 octobre 2010.
Observations : /
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Incompatibilités

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/10/2015, article 7.1.1
Thème(s) : Risques accidentels, Localisation des risques
Prescription contrôlée : L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. [...] L'exploitant dispose d'un plan général des ateliers et des stockages indiquant ces risques. Les zones à risques sont matérialisées par tous moyens appropriés.
Constats : Un plan de zonage ATEX (référéncé SG2 de juillet 2014) a été présenté. Un panneau comportant le logo ATEX à l'entrée de chaque cellule signale le cas échéant le risque ATEX présent au sein de la cellule. Un plan précisant la typologie des produits entreposés a été présenté. Postérieurement à l'inspection, l'exploitant a adressé le 29/04/2022 un plan recensant l'ensemble des zones risques.
Observations : /
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Incompatibilités

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/10/2015, article 71.2
Thème(s) : Risques accidentels, Etat des stocks
Prescription contrôlée : L'inventaire et l'état des stocks des substances et mélanges dangereux décrit précédemment à l'article 71.1 seront tenus à jour dans un registre informatique, auquel est annexé un plan général des stockages. Ce registre est éditable sur demande des services d'incendie et de secours et l'inspection des installations classées.
Constats : Un outil informatique permet de connaître l'état des stocks des matières dangereuses. Les états des matières stockées en date du 6/04/2022 (document préparatoire transmis préalablement à l'inspection) et au jour de l'inspection ont été présentés. Un plan général des stockages et un tableau d'emplacement des stockages ont aussi été présentés. Le détail du contenu de cet état est abordé par la suite, sur la prescription contrôlée portant sur l'article 47 (nouvellement 50) de l'arrêté du 4 octobre 2010.
Observations : Même si cela représente des petites quantités, les zones de produits non conformes en attente de reprise par les fournisseurs, situées au sein de cellules, pourraient être représentées sur un plan de stockage.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Incompatibilités

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/10/2015, article 71.6
Thème(s) : Risques accidentels, Conformité à l'étude de dangers
Prescription contrôlée : L'exploitant met en place et entretient l'ensemble des équipements mentionnés dans l'étude de dangers. L'exploitant met en œuvre l'ensemble des mesures d'organisation et de formation ainsi que les procédures mentionnées dans l'étude de dangers.
Constats : Une formation interne est dispensée au personnel sur les risques liés aux produits entreposés. Une habilitation est donnée au personnel en charge du contrôle à réception, avec une durée de validité de 5 ans. La procédure IP0404 "contrôle à réception des produits conditionnés" (version édition 2 du 07/03/2022 fournie à l'inspection) y est présentée.
Observations : /
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Incompatibilités

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/10/2015, article 7.5.1
Thème(s) : Risques accidentels, Rétentions
Prescription contrôlée : Des réservoirs ou récipients contenant des produits susceptibles de réagir dangereusement ensemble ne sont pas associés à la même cuvette de rétention.
Constats : Une rétention borgne au sol au droit de la zone extérieure d'entreposage des déchets était remplie d'un liquide (potentiellement de l'eau pluviale étant donné la configuration de ce lieu sous auvent). Or, la capacité de cette rétention doit rester disponible pour pouvoir accueillir un épandage éventuel des déchets entreposés en ce lieu, comme le contenu d'un GRV d'acide sulfurique alors présent à proximité. Postérieurement à l'inspection, par message du 29/04/2022, l'exploitant a indiqué qu'une intervention de pompage était prévue au cours de la semaine n°18 et qu'une attestation de réalisation serait transmise dès réalisation.
Observations : /
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Incompatibilités

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/10/2015, article 7.6.4
Thème(s) : Risques accidentels, Consignes
Prescription contrôlée : Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel. Ces consignes indiquent notamment : [...] - les conditions de conservation et de stockage des produits, notamment les précautions à prendre pour l'emploi et le stockage de produits incompatibles ;
Constats : Un panneau à l'entrée de chaque cellule récapitule les produits pouvant y être entreposés et risques correspondants à ces produits.
Observations : /
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Incompatibilités

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/10/2015, article 8.1.1
Thème(s) : Risques accidentels, Stockage acides/bases
Prescription contrôlée : Les acides et les bases sont exclusivement stockés au bâtiment A1.
Constats : Afin de prévenir tout mélange entre acide et base, en complément de l'entreposage dans des racks différents et éloignés, l'exploitant a prévu de disposer les bases sur des rétentions dédiées. La mise en oeuvre de cette disposition complémentaire peut néanmoins être améliorée: en effet, des récipients de bases sont stockés au niveau N+1 sans rétention et des bidons affleurent la limite d'une rétention rendant cette dernière inefficace en cas de fuite suite au perçage par une fourche de transpalette par exemple.
Observations : /
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Incompatibilités

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/10/2015, article 8.1.2
Thème(s) : Risques accidentels, Stockage comburants
Prescription contrôlée : Les produits comburants sont stockés exclusivement au bâtiment A, dans la cellule A2. [...] <ul style="list-style-type: none">• capacité maximale unitaire des sceaux de 25 kg et des bouteilles de 1 l.
Constats : Des bidons de 5 l de comburant sont entreposés dans la cellule A2 alors que la prescription fixe des capacités unitaires maximales de 1 l. Postérieurement à l'inspection, par courriel du 29/04/2022 adressé à l'inspection, l'exploitant a précisé qu'il réaliserait un porter-à-connaissance afin de modifier le contenu de la prescription de l'article 8.2.1 de l'arrêté préfectoral du 22/10/2015.
Observations : /
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Incompatibilités

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/10/2015, article 8.1.3
Thème(s) : Risques accidentels, Stockage dangereux pour l'environnement
Prescription contrôlée : Les produits dangereux pour l'environnement sont stockés exclusivement au bâtiment A, dans la cellule A3.
Constats : Les entreposages réalisés dans la cellule A3 correspondent à la prescription.
Observations : /
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Incompatibilités

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/10/2015, article 8.2.1
Thème(s) : Risques accidentels, Stockage produits piscine
Prescription contrôlée : Les produits de piscine dangereux ou non sont stockés exclusivement au bâtiment B, dans la cellule B1.
Constats : Les entreposages réalisés dans la cellule B1 correspondent à la prescription.
Observations : /
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Incompatibilités

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/10/2015, article 8.2.2
Thème(s) : Risques accidentels, Stockage composites
Prescription contrôlée : Les composites sont exclusivement stockés au bâtiment B, dans la cellule B2. [...] Les silicones sont exclusivement stockés au bâtiment B, dans la cellule B3.
Constats : Les entreposages réalisés dans les cellules B2 et B3 correspondent à la prescription.
Observations : /
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Incompatibilités

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/10/2015, article 8.3.1
Thème(s) : Risques accidentels, Stockage liquides inflammables
Prescription contrôlée : Les liquides inflammables sont stockées exclusivement au bâtiment E, dans les cellules E1 (réception), E2 et E3 (stockages) et E4 (expédition).
Constats : L'exploitant n'a pas prévu le stockage des produits à la fois inflammables, corrosifs et toxiques sur des étagères différentes selon leur caractère acide ou basique, et donc sur des rétentions dédiées au sein de la cellule E2. Il a précisé que cette problématique ne se posait pas pour le moment car tous les produits actuellement présents avec ces 3 étiquettes de dangers sont uniquement acides mais qu'il allait anticiper cette séparation au sein de ses modalités d'entreposage. Pour rappel, il est nécessaire de séparer physiquement les bases et les acides et de prendre en compte le rangement de sécurité si un produit comporte plusieurs pictogrammes de danger en suivant l'ordre de préséance : Comburant > Inflammable > Corrosif > Toxique > Nocif > Irritant.
Observations : /
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Incompatibilités

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/10/2015, article 8.3.2
Thème(s) : Risques accidentels, Stockage peroxydes organiques
Prescription contrôlée : Les peroxydes organiques sont stockées exclusivement au bâtiment E, dans la cellule E5. La cellule à une surface de 10 m2 et est exclusivement dédiée au stockage des peroxydes organiques.
Constats : Peu de peroxydes étaient stockés le jour de l'inspection. Ils étaient entreposés conformément aux modalités fixées par la prescription. Un trait au sol permet de visualiser immédiatement le respect de la distance par rapport aux parois.
Observations : /
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Incompatibilités

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/10/2015, article 8.4
Thème(s) : Risques accidentels, Stockages extérieurs
Prescription contrôlée : Aire 1 : matières plastiques en feuille Aire 2 : palettes Aire 3 : zone déchets Aire 4 : emballages vides
Constats : Les entreposages réalisés dans la cellule B1 correspondent à la prescription.
Observations : /
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Incompatibilités

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/10/2015, article 9.2.3
Thème(s) : Risques accidentels, Registre des déchets
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour le registre des déchets prévu par l'arrêté du 29 février 2012 fixant le contenu des registres mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-46 du code de l'environnement. Le registre peut être contenu dans un document papier ou informatique. Il est conservé pendant au moins trois ans et tenu à la disposition des autorités compétentes.
Constats : Le registre des déchets de l'année 2021 a été présenté à l'inspection sous forme informatique et comporte les informations requises.
Observations : /
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Etat des stocks

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50 sauf alinéas 7, 10 et 11
Thème(s) : Risques accidentels, Etat des stocks
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Etat des matières stockées-dispositions spécifiques.</p> <p>Le présent article est applicable aux installations relevant de l'article L. 515-32 du code de l'environnement ainsi qu'aux installations soumises à autorisation au titre de l'une des rubriques 1436, 2718, 4330, 4331, 4722, 4734, 4742, 4743, 4744, 4746, 4747 ou 4748 de la nomenclature des installations classées.</p> <p>L'état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :</p> <p>1. Servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.</p> <p>Pour les matières dangereuses, devront figurer a minima les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.</p> <p>Pour les produits, matières ou déchets, autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.</p> <p>Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance.</p> <p>2. [...]</p> <p>L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, d'accident, de pertes d'utilité ou de tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.</p> <p>Pour les matières dangereuses, cet état est mis à jour a minima de manière quotidienne.</p> <p>[...].</p> <p>Constats : Le site Gaches Chimie Spécialités de Toulouse est soumis à cet article du fait de la détention de la rubrique 2718 sous le régime de l'autorisation.</p> <p>Les états des matières stockées en date du 6/04/2022 (document préparatoire transmis préalablement à l'inspection) et au jour de l'inspection ont été présentés.</p> <p>Les déchets y sont inclus dans les produits présentant les mêmes risques.</p> <p>Les éléments recensant les stockages sont disponibles dans une base de données consultables à distance. Cette base permet de gérer l'ensemble des sites Gaches.</p> <p>L'exploitant a remis un tableau synthétique donnant les tonnages par famille de danger, avec les noms des principaux produits concernés. Toutefois, ces noms correspondent pour une bonne partie aux noms commerciaux et non aux noms des substances ou mélanges principaux.</p> <p>L'exploitant a précisé que la génération automatique et rapide d'un tableau avec les noms des substances et des mélanges principaux était trop complexe à partir des éléments de sa base de données.</p> <p>Il convient de souligner que des mêmes quantités de produits peuvent être comptabilisées plusieurs fois dans le tableau du fait que ces produits sont rattachés à plusieurs typologies de risques. Cette précision doit être indiquée en nota du tableau, tout comme le fait que la quantité totale inclut également les matières non dangereuses.</p> <p>L'exploitant n'a pas repris la forme de l'exemple de tableau d'état complet figurant dans le guide France Chimie référencé T661 de février 2022. Les éléments requis restent globalement disponibles au travers de différents tableaux (Tableau d'état des stocks, tableau de bord des rubriques ICPE, tableau d'emplacement de stockage par type de produit). Toutefois, ces modalités, sans globalité, les rendent peu explicites :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les déchets seuls ne peuvent pas y être discernés ; - les matières combustibles non dangereuses n'y apparaissent pas ; - aucun lien n'apparaît entre les produits et les rubriques 4XXX ; - les emplacements ne comportent pas les désignations des produits entreposés ; - tous les produits présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie n'y semblent pas visés. <p>L'exploitant a indiqué qu'il allait poursuivre la lisibilité du rendu des extractions de sa base de</p>

données, afin de se rapprocher de l'exemple du tableau de bord ICPE du guide de France Chimie.
Observations : Article 47 de l'arrêté du 4/10/2010 nouvellement codifié article 50 suite à l'arrêté modificatif du 28/02/2022 paru au journal officiel le 03/04/2022.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Champ d'application LI

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, Inventaire des Liquides Inflammables
Prescription contrôlée : I.-Sont considérés comme relevant du présent arrêté les stockages en réservoirs aériens manufacturés de liquides inflammables exploités : [...] 2. Au sein d'une installation classée soumise à autorisation selon une ou plusieurs autres rubriques que les rubriques dites liquides inflammables, dès lors que les quantités susceptibles d'être présentes de la substance ou du mélange dangereux avec une mention de danger H224, H225, H226 et de déchets liquides inflammables catégorisés HP3 dépassent 1 000 tonnes. [...] V.-Pour les installations existantes relevant du I. 2 du présent article, l'exploitant se fait connaître du préfet et de l'inspection des installations classées au plus tard le 1er janvier 2022. À cet effet, il doit fournir une description des quantités de liquides inflammables susceptibles d'être présentes, des caractéristiques des installations ainsi qu'un bilan de conformité aux prescriptions qui leur sont applicables du présent arrêté.
Constats : Aucun réservoir aérien de liquide inflammable de plus de 1 m ³ n'est présent sur le site. Ce dernier n'est donc pas concerné par ce champ d'application.
Observations : /
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Champ d'application LI

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article I.1
Thème(s) : Risques accidentels, Inventaire des Liquides Inflammables
Prescription contrôlée : I. - Relèvent du présent arrêté les stockages en récipients mobiles de liquides inflammables exploités : [...] 2. Au sein d'une installation classée soumise à autorisation au titre d'une ou plusieurs autres rubriques que les rubriques dites liquides inflammables , dès lors que les quantités susceptibles d'être présentes de la substance ou du mélange dangereux avec une mention de danger H224, H225, H226 et de déchets liquides inflammables catégorisés HP3 au sein de l'ensemble des installations réglementées par l'arrêté préfectoral d'autorisation dépassent 1 000 tonnes au total, ou 100 tonnes en contenants fusibles. [...] V. - Pour les installations existantes relevant du point I.2 du présent article, l'exploitant se fait connaître du préfet et de l'inspection des installations classées au plus tard le 1er janvier 2022. À cet effet, il fournit une description des quantités de liquides inflammables susceptibles d'être présentes, des caractéristiques des installations ainsi qu'un bilan de conformité aux prescriptions du présent arrêté qui leur sont applicables.
Constats : L'exploitant a présenté un état des entreposages de liquides inflammables présents sur le site et référencé de décembre 2021. Cet état donne le tonnage total de liquides inflammables en récipients mobiles comportant les mentions de danger H224, H225 et H226 et la propriété de danger HP3. Cet état répertorie les types d'emballage pour les principaux liquides inflammables entreposés. Sur les 98 t de liquides inflammables présents, il en résulte la présence d'un peu plus de 25 t en contenants métalliques, considérés comme non fusibles. L'exploitant a aussi présenté un tableau plus clair, avec les mentions de danger, établi à partir de l'état des stocks. Sur cette base, il justifie que son site de Toulouse ne relève pas du champ d'application de l'arrêté du 24 septembre 2020 relatif au stockage en récipients mobiles de liquides inflammables, exploités au sein d'une installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation. L'exploitant a précisé qu'il continuait à réaliser mensuellement un état de l'entreposage des liquides inflammables pour s'assurer le maintien sous le seuil des 100 t de liquides inflammables en contenants fusibles.
Observations : /
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : champ de la rubrique 1510

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 24/09/2020, article R.511-9
Thème(s) : Situation administrative, Rubrique 1510
Prescription contrôlée : Rubrique 1510 Entrepôts couverts (installations, pourvues d'une toiture, dédiées au stockage de matières ou produits combustibles en quantité supérieure à 500 tonnes), à l'exception des entrepôts utilisés pour le stockage de matières, produits ou substances classés, par ailleurs, dans une unique rubrique de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage des véhicules à moteur et de leur remorque, des établissements recevant du public et des entrepôts exclusivement frigorifiques: [...] Un entrepôt est considéré comme utilisé pour le stockage de produits classés dans une unique rubrique de la nomenclature dès lors que la quantité totale d'autres matières ou produits combustibles présente dans cet entrepôt est inférieure ou égale à 500 tonnes.
Constats : L'exploitant a présenté un état des entreposages des matières combustibles présentes sur son site de Toulouse, référencé 12/21. Cet état précise que tous les bâtiments sont par défaut à moins de 40 m les uns des autres. Le point 9) du tableau de cet état fixe la quantité forfaitaire des emballages, films plastiques, cartons et palette au prorata des matières entreposées. Le détail du calcul correspondant a été présenté. L'exploitant a présenté un état au 12/04/2022 permettant de discerner l'inclusion explicite des déchets (12,8 t) et des matières combustibles non dangereuses (132 t). Le total était de 755 t auquel il retirait 185 t pour les entreposages en extérieur (sans toiture) et en zone de départ. En utilisant l'exception de la rubrique 4331 (sous le régime de la déclaration pour 90 t), il en résulte une quantité résiduelle inférieure à 500 t, l'un des seuils d'assujettissement sous la rubrique 1510. Sur cette base, l'exploitant justifie que son site de Toulouse ne relève pas du champ de la rubrique 1510. La situation à considérer pour se situer au regard de la rubrique 1510 doit correspondre au pic d'entreposage des matières combustibles. L'exploitant a précisé qu'il continuait à réaliser mensuellement un état de l'entreposage des matières combustibles pour s'assurer le maintien sous le seuil des 500 t. Sa volonté est de se maintenir sous ce seuil en articulant ses stockages avec son site d'Escalquens.
Observations : L'attention est attirée sur : - les éléments pris en compte pour déterminer la quantité totale des matières présentes sur le site, dont les déchets sont à expliciter au 2) du tableau de l'état de l'examen 1510 ; - les zones de préparation de commandes (correspondant aux zones de départ), soit la cellule E4 et le quai C, qui ne peuvent être enlevées forfaitairement (cf page 80 du guide entrepôt) et qui sont donc à comptabiliser pour l'évaluation au regard de la rubrique 1510, toutefois sans les compter 2 fois si les matières figurent déjà dans l'état des stocks au titre de leur zone de stockage précédente ; - les emballages, films plastiques, cartons et palettes (hors palettes métalliques) à comptabiliser au 9), même lorsqu'ils concernent des matières incombustibles (cf 5) et 6) du tableau de l'examen 1510 présenté).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet